

LEIA B.P 3 64430 BAIGORRI

CONFERENCE DE PRESSE, 20 SEPT 2005, A BIDACHE

1- ATTITUDE DE LA MAIRIE DE BIDACHE.

Nous nous excusons tout d'abord de vous recevoir dans des conditions si précaires pour cette conférence de presse, mais elles sont la conséquence du refus du maire de Bidache, M. Dallemane, de nous laisser une salle municipale pour vous recevoir. Nous souhaitons donc nous en excuser.

La décision du maire de Bidache va dans le même sens que celles qu'il a prises concernant la manifestation que LEIA organise le samedi 1^{er} octobre prochain ici-même. En effet, par courrier du **7/09/2005**, soit 2 mois après notre demande, la mairie de Bidache nous a signifié son refus de nous voir installer une estrade pour la fin de la manifestation, ainsi que la buvette avec licence 2. De plus, M. Dallemane nous signifie que nous sommes autorisés à rester uniquement sur une voie longue de moins de 200 mètres, en dehors du village de Bidache.

Cette lettre est inacceptable, et montre l'esprit dans lequel se trouve la mairie de Bidache à quelques jours de la mobilisation de LEIA. Nous n'acceptons pas les conditions de M. Dallemane, qui semble obéir au doigt et à l'œil aux ordres de son premier adjoint, M. Lasserre, président du Conseil Général. Avec une telle attitude, le maire de Bidache souhaite empêcher LEIA de manifester dans le village de celui qui veut nous obliger à accepter une 2X2 voies.

Nous refusons de nous plier à ces conditions inacceptables et maintenons bien entendu l'appel à manifester en grand nombre dans les rues de Bidache le 1^{er} octobre, à 15h.

Après avoir reçu le courrier de M. Dallemane, nous avons souhaité le rencontrer afin de lui expliquer les raisons de cette manifestation et de l'organiser de la manière la plus intelligente possible. Celui-ci nous a refusé un entretien, en nous précisant qu'il en restait sur la position de la lettre, et qu'une copie de ce courrier serait envoyée au sous-préfet, ainsi qu'au commandant de gendarmerie de Bidache. Nous voyons en ces propos des menaces de répression qui n'ont pas lieu d'être.

Nous déplorons cette attitude, et souhaitons que la manifestation se déroule dans de bonnes conditions. Le droit de manifester est autorisé au Pays Basque, et même à Bidache. Nous ferons tout pour que cela se passe bien, comme cela s'est toujours bien passé lors des trois manifestations précédentes organisées par LEIA, à Donibane-Garazi. En organisant cette manifestation, LEIA assume ses responsabilités. Nous pensons que l'attitude détestable du maire de Bidache est organisée afin de faire peur à la population, pour qu'elle se mobilise moins nombreuse. Nous lançons donc un appel à la population de toute la Basse-Navarre, de la Navarre et du Pays Basque dans son ensemble pour qu'elle se mobilise d'une manière importante à cette manifestation, afin de bien montrer à M. Lasserre que nous ne voulons pas de son couloir à camions.

2- LES RAISONS DE LA MANIFESTATION.

Maintenant, nous allons vous expliquer quelles sont les raisons de cette manifestation à Bidache. Tout d'abord le lieu. Il s'agit du chef-lieu du canton du Conseiller Général M. Lasserre, principal promoteur de la 2X2 voies. Il s'agit du village où il habite, où il est conseiller municipal et premier adjoint. Les trois premières manifestations de LEIA avaient été organisées à Donibane-Garazi, capitale de la Basse-Navarre. Elles avaient réuni des milliers de personnes dans les rues de la citadelle. Pourtant, malgré la réponse massive et réitérée de la population locale, les promoteurs du projet ont continué leur route, sans se soucier des inquiétudes locales. M. Lasserre n'entend pas les opposants au projet quand ils se mobilisent à Donibane-Garazi. C'est pourquoi nous avons décidé de venir lui montrer notre opposition à son projet désastreux sous ses fenêtres. Ainsi, nous sommes sûrs que cette fois-ci, il nous entendra.

La date du 1^{er} octobre n'a pas été choisie au hasard. D'une part, en effet, depuis mars dernier, les promoteurs du projet ont organisé des réunions qu'ils appellent « réunions de concertation » dans les mairies touchées par le projet. Cela a été l'occasion pour eux de mesurer l'hostilité de nombreux habitants qui s'étaient mobilisés et à qui l'accès aux salles municipales avait été interdit. Alors qu'une opposition se fait de plus en plus entendre au niveau des élus locaux (nous rappelons que plus de la

moitié des conseillers municipaux bas-navarrais s'est prononcée contre la 2X2 voies, au sein du collectif des élus qui s'est monté en mai dernier), MM. Lasserre et Aguerre continuent à propager l'idée que ce projet de 2X2 voies est soutenu localement. C'est un mensonge. D'autre part, quinze jours après la manifestation, aura lieu un sommet franco-espagnol sur les infrastructures, auquel vont participer les institutions étatiques françaises et espagnoles, mais aussi régionales et locales. Il ne fait aucun doute que les dirigeants de la Navarre seront présents au cours de ce sommet pour défendre ce projet, afin de convaincre les plus réticents. La manifestation du 1^{er} octobre se révèle donc être d'une importance capitale face à cette échéance. La participation massive des habitants à cette mobilisation aura des répercussions et des conséquences sur ce sommet franco-espagnol.

Enfin, les raisons de cette manifestation sont celles que l'on répète déjà depuis sept ans : le Pays Basque intérieur n'a pas besoin d'une 2X2 voies pour se développer, ni pour améliorer ses relations avec la Navarre.

Nous rappelons que l'ensemble des rapports de réflexion et perspectives de développement du Pays Basque intérieur montre jusqu'à aujourd'hui que personne n'a été demandeur d'un tel projet, complètement « étranger » aux préoccupations de ce territoire. Par exemple, le PCD de Baxe-Nafarroa, présidé par Barthélemy Aguerre, ne fait mention nulle part d'un besoin de ce projet routier à grand gabarit pour le Pays Basque intérieur, bien au contraire. Il souhaite défendre la qualité des produits locaux, le développement durable, et le patrimoine local. Ce projet de 2x2 voies se situe dans une orientation contraire aux grands axes de réflexion lancés encore aujourd'hui par le Conseil de Développement qui mise sur une approche économique de la Basse Navarre en réciprocité avec la zone urbaine et côtière. Ce projet par ses conséquences désastreuses sur l'environnement portera préjudice au développement d'une économie durable qui mise sur son terroir pour promouvoir une production agricole de qualité.

Un des grands atouts de notre territoire pour l'économie de demain demeure l'attraction que peut exercer notre pays par son identité et son patrimoine naturel que l'on pourrait valoriser de façon intelligente pour créer de l'activité. Il est évident que ce grand axe routier et les encombrements qui en résulteront porteraient préjudice à un tel atout. En nous imposant ce projet, on nous détourne des vraies préoccupations et des vrais besoins de ce territoire qui a besoin d'organiser son économie de demain.

De plus, nous souhaitons aussi dénoncer le fait que le réseau secondaire routier est délaissé et le sera encore plus demain si ce projet est retenu. Pour exemple parmi d'autres, un éboulement a eu lieu sur la route Baigorri-Les Aldudes. On a procédé au rétrécissement de la chaussée sur une seule voie, et la situation perdure depuis six mois sans aucune réponse. Sans parler des routes désastreuses entre les bourgs de l'intérieur du pays Basque, qui semblent complètement abandonnés. Il n'y a qu'à circuler sur la route de Hélette ou sur la D933 elle-même, où la signalisation au sol est dans un état lamentable comme sur bien des routes du département, au détriment de la véritable sécurité des usagers.

Nous souhaitons aussi appeler le Conseil général à réfléchir sur les évolutions majeures en matière de transport. Comment peut-on aujourd'hui miser, avec la perspective de la fin des réserves pétrolières et de la pollution accrue de l'air due aux transports par route, sur un projet routier de montagne alors que la politique des transports à l'échelon international devra subir des évolutions majeures ?

Alors que l' A63 est déjà saturée par les camions, devons- nous accepter l'organisation de l'engorgement de la D933 mise en 2x 2 voies ? Nous attendons des réponses qui assurent véritablement le report du trafic marchandise longue distance de la route vers les modes ferroviaires et maritimes par l'optimisation d'infrastructures existantes et sous exploitées.

Les raisons sont innombrables pour dire non à ce projet de couloir à camions. Ce projet est porté par un président de Conseil Général qui fait preuve d'un abus d'autorité et d'une agression envers la démocratie.

Les populations locales ont régulièrement et en nombre exprimé depuis plus de sept ans leur refus de voir une 2x2 voies

- trois manifestations massives à Donibane-Garazi, le 9 janvier 1999 (1300 personnes), le 23 octobre 1999 (3000 personnes), le 13 septembre 2003 (3500 personnes)
- Plus de 10 000 signatures opposées au projet remises au Conseil Général en 2004
- Une majorité de communes du Pays Basque intérieur opposées au projet
- La formation récente du collectif des élus avec plus de 350 noms
- La présence importante des habitants lors des réunions dites d'information tenues à huis clos par les promoteurs du projet dans quelques mairies de Basse Navarre.
- L'initiative référendaire à Uhartiri et le résultat sans appel contre le projet (80% du village contre).

Monsieur Lasserre insulte la démocratie et se moque même de son assemblée qui l'a pourtant élu, et qui depuis plus de 7 ans maintenant, et après la réalisation de deux études techniques, ne daigne pas organiser un débat sérieux et de fond au Parlement de Navarre. Devant cette insulte caractérisée et de la population et des représentants élus, la seule riposte ne peut venir que de la rue et de la mobilisation massive des habitants.

3- LE RENDEZ-VOUS.

LEIA appelle donc l'ensemble de la population à se mobiliser nombreuse dans les rues de Bidache le samedi 1^{er} octobre. Le rendez-vous est fixé à 15h, au fronton de Bidache. Nous défilerons dans les rues du village en montrant notre opposition ferme à ce projet, et pour réclamer son arrêt immédiat. Cette manifestation se déroulera d'une manière responsable, comme elle a pu l'être lors des grands rendez-vous à Garazi. Elle permettra aussi de montrer à certains de nos élus locaux que nous ne sommes pas d'accord avec leur volonté d'empêcher le débat, au mépris de la plus élémentaire démocratie, en refusant à LEIA la location de salles pour des réunions publiques de présentation, comme cela a été le cas dernièrement à Donibane-Garazi et à Larribarre.

Nous rappelons que nous organisons deux réunions publiques : l'une le mardi 20 septembre, à 20h30, à Saint-Jean-Pied-de-Port, au bar « Chez Louis », près de la mairie : l'autre à Béhasque, le vendredi 23 septembre à 20h30, salle de la cantine.

Le projet doit s'arrêter immédiatement, tel est l'enjeu de la réussite de cette manifestation.